

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°20 - Décembre 2005

AFPS 59-62 Maison de la Nature et de l'Environnement - 23, rue Gosselet - 59000 - LILLE

Tél. : 03 20 22 90 97 Site : <http://www.nord-palestine.org> Bulletin : jpc@nord-palestine.org

Dernière mise à jour le 30 novembre 2005

ÉDITO : ISRAËL - PALESTINE : ça bouge !

Ça bouge ? Sans trop prendre de risques on peut affirmer que oui. Dans quel sens ? C'est un autre problème. Toujours est-il que la défaite de Shimon Peres au profit d'Amir Peretz n'a rien pour nous faire pleurer. La défaite du "vieux cheval de retour" de la politique israélienne est en l'occurrence une bonne nouvelle, même si le nouveau secrétaire du Parti Travailleur a d'ores et déjà déclaré qu'il considérait Jérusalem comme « la capitale unifiée et éternelle d'Israël », et qu'il était opposé au retour des Palestiniens réfugiés de 1948 dans l'État juif. Les changements dans la politique israélienne que pourrait apporter Peretz se situent plus dans le domaine économique (il était syndicaliste) que dans la recherche d'une paix juste avec les Palestiniens.

(Lire l'article d'Henri Wajnblum sur le sujet : <http://www.upjb.be/fr/mensuel/mensuel.htm>)

Qu'Ariel Sharon ait quitté le Likoud pour vivre son aventure (électorale et coloniale) ailleurs, nous laissera encore plus indifférents. Les alliances électorales sont telles en Israël que l'on a vu souvent des ennemis supposés gouverner ensemble. Rien ne laisse donc supposer pour l'instant un changement de politique dans le nouveau paysage qui se dessinera en mars prochain.

Côté palestinien ça bouge aussi semble-t-il. Marwan Barghouti aurait remporté les primaires au sein du Fatah en compagnie de nombreux autres jeunes leaders de ce parti. Il a récolté à Ramallah où il se présentait, 30 000 voix sur 40 000 inscrits.

L'enjeu de ces primaires était de désigner les 132 candidats qui affronteront principalement le Hamas (l'autre grande force politique palestinienne) en janvier prochain. Barghouti a une bonne image de marque dans l'opinion publique qui accuse de plus en plus ouvertement la vieille garde du Fatah de corruption.

Le début de l'année prochaine sera donc marqué par les élections en Israël comme en Palestine. Seront-elles l'occasion d'un véritable changement ?

Marc L.

J'apprends en écrivant ces lignes que Shimon Peres est parti rejoindre Sharon et son nouveau Parti. Voilà qui est intéressant, ne dit-on pas de lui "qu'il ne rate jamais une occasion de perdre une élection" ?

29/11/05 Résultats des élections dans la plus grande université palestinienne, l'université al-Najah à Naplouse :
Hamas 41 sièges / Fatah 34 / FPLP 2 / FDLP 2 / Jihad Islamique 2 / Initiative Démocratique 1 siège

COTISATION AFPS NORD PAS-DE-CALAIS

- Cotisation normale avec l'abonnement au journal « Pour la Palestine » : 65 € (sans abonnement : 54€)
 - Tarif réduit (pour ressources modestes et parrains) : 27 € Avec l'abonnement au journal : 38 €
 - Cotisation "précaire" 10 € - Cotisation de Soutien : 80 € ou plus
- 5 € d'abonnement à *Palestine Solidarité* sont inclus dans le prix de chaque cotisation
- Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €

Chèque à l'ordre de l'AFPS Nord Pas-de-Calais à renvoyer au siège de l'AFPS (voir en tête du bulletin)

ACTIVITÉS : À LILLE

Le 7 novembre Sarah l'israélienne et Rawda, la Palestinienne, les "deux mères" dont les enfants sont emprisonnés ont tenu une réunion publique aux Bois blancs, à Lille, devant une soixantaine de personnes dont une vingtaine du quartier (malgré le contexte un peu particulier de ce début novembre dans nos banlieues). Un témoignage émouvant traduit par Nadim et Liliane. Cette manifestation était organisée par la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union Juive française pour la Paix et l'AFPS. Voir le bulletin de novembre : « Être Mère de prisonniers politiques en Palestine Israël »



Elik et Ali
lors de leur conférence à Villeneuve d'Ascq



À DUNKERQUE :

Nombreuses initiatives à Dunkerque en novembre: Des initiatives qui ont connu un franc succès. **Leïla Shahid** est venue le 5 novembre.

C'était le dernier déplacement de Leïla Shahid en tant que déléguée générale de Palestine en France. De l'émotion et beaucoup de monde pour les adieux de la "grande dame de Palestine" Le 19 novembre nos amis de Dunkerque ont tenu un stand au Forum des acteurs de la solidarité internationale à Malo les bains. Brigitte de Boulogne, Geneviève et Marc de Lille étaient présents. Marc a été interviewé par la radio locale "Rencontre".

Le 24 novembre Simone Bitton, la réalisatrice du film "Mur", était accueillie au Studio 43 pour une projection de son film.

À PARIS : Meeting du 21 novembre : un succès de la mobilisation unitaire

publié sur le site <http://www.france-palestine.org/article2757.html> dimanche 27 novembre 2005

de **Brahim Senouci AFPS** (membre du Conseil National de l'AFPS)

L'image forte de ce meeting, c'est celle de Leïla Shahid, levant les bras de Mikhal et Mohamed sous un tonnerre d'applaudissements. C'est l'image du monde que nous, militants de la justice et de la paix, militants de la paix dans la justice, pour lequel nous luttons et qui fonde notre espérance.

Le gymnase Japy à Paris a accueilli, lundi 21 novembre, un meeting organisé par le « Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens ».

De très nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives y ont appelé :

- * Contre le Mur et la colonisation en Palestine
- * Pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens

* Pour l'application des décisions de la Cour Internationale de Justice

Près d'un millier de personnes y ont assisté. En ouverture, une troupe de dabké danse palestinienne, déchaîne l'enthousiasme.

A la tribune, outre Christian Picquet, secrétaire du Collectif, se tenaient Pierre Vidal-Naquet, Monique Chemillier-Gendreau, le palestinien Mohamed

Khatib, membre du comité du village de Bil'in, l'israélienne Mikhal Raz de l'association israélienne « Anarchistes contre le Mur », Majed Bamyra et Leïla Shahid dont c'était le dernier meeting à Paris en tant que Déléguée Générale de la Palestine en France.

Après l'exposé introductif de Christian Picquet rappelant la nécessité de poursuivre la mobilisation contre l'occupation, contre le Mur, contre le projet de « tramway colonial » à Jérusalem qu'Israël conduit avec l'aide d'Alstom et de Connex, deux multinationales françaises, et pour des sanctions tant qu'Israël bafouera les droits de l'homme et le droit international, Majed Bamyra lit un hommage émouvant à feu Yasser Arafat.

Monique Chemillier-Gendreau rappelle la nécessité, en dépit de sa froideur, du droit international. C'est ce même droit - qui appliqué pour la première fois après la seconde guerre mondiale a conduit aux procès de Nuremberg - qui condamne aujourd'hui Israël. Elle revient avec insistance sur l'avis de la Cour Internationale de Justice du 9 juillet 2004, avis resté lettre morte. Il s'agit là, dit-elle, d'un scandale que seule l'opinion publique peut faire cesser. Elle évoque le projet de tramway destiné à être construit sur des terres palestiniennes expropriées et à relier Jérusalem à des colonies. Elle rappelle que sa construction et sa gestion ont été confiées à des entreprises françaises sur la base d'un contrat passé avec ces entreprises et l'Etat d'Israël. Ce contrat est, au regard du droit, frappé de nullité. En effet, aucune des deux parties au contrat ne peut disposer de la propriété d'une tierce partie. Elle rappelle le caractère à la fois symbolique et capital de cette bataille pour le droit. Le monde entier a le regard fixé sur cette région du monde. Une issue heureuse de ce combat marquerait sans doute une nouvelle ère marquée par le primat du droit, un droit unique, seul rempart contre la violence.

Un film, réalisé à Bil'in à l'occasion d'un voyage en Palestine par des militants du CCIPPP, a été projeté. Ce film montre la violence de la répression d'une manifestation pacifique contre des destructions menées sur des terres palestiniennes, destructions devant permettre la construction du Mur.

Mikhal témoigne de sa présence aux côtés des résistants pacifiques du village de Bil'in. Sa présence, avec d'autres israéliens et des militants internationaux, permet aux Palestiniens de ne pas risquer d'être mitraillés par les soldats israéliens qui n'ont pas le droit de tirer à balles réelles si des Israéliens sont mêlés aux manifestants. Le nombre des ces Israéliens est très réduit et sont considérés par la société israélienne comme fous ou traîtres, ce qui montre la nécessité d'un soutien important à l'étranger.

Mohamed raconte la résistance de son village de Bil'in. Cette résistance est née de la construction du Mur qui a coupé le village de 60% de ses terres et qui a occasionné l'arrachage de 10.000 oliviers. De plus, le Mur a interdit au village toute possibilité de développement, ce qui a entraîné l'exode d'une

partie de ses habitants. De plus, entre le village et la Ligne Verte, une colonie a été édifée par des juifs orthodoxes dont l'objectif, à terme, est d'amener 300.000 colons à s'y installer. Cette lutte, menée avec des israéliens et des internationaux, est à la fois populaire et pacifique. Même si le Mur n'a pas reculé d'un mètre, les médias internationaux ont été alertés et la lutte de Bil'in a valeur de symbole et d'exemple. L'armée israélienne ne s'y est pas trompée. La répression est lourde. Plus de 400 manifestants ont été blessés. 20 personnes sont derrière les barreaux et le village subit quotidiennement bouclages, couvre-feu... Mohamed lance un appel au soutien en demandant aux gens de venir, de filmer, de témoigner. Il conclut en insistant sur le fait que le rôle des militants est de se battre pour mettre fin à l'occupation et pas seulement à en atténuer les effets.

Pierre Vidal-Naquet rend un hommage émouvant à Leïla Shahid, en la remerciant d'avoir constamment associé les deux peuples, palestinien et israélien, dans son espérance. Il rappelle qu'il est entré en politique au moment où la France niait les tortures en Algérie. Il a poursuivi ce combat en luttant contre ceux qui niaient l'existence des chambres à gaz. Il lutte aujourd'hui contre ceux qui, comme Golda Meïr autrefois, nient jusqu'à l'existence du peuple palestinien. Et, moment très émouvant, Leïla Shahid reçoit de Pierre Vidal-Naquet un portrait de Madeleine Rebérioux et un bouquet de fleurs du Collectif National.

Leïla Shahid conclut le meeting. Ce fut une grande émotion d'entendre la dernière intervention, à Paris, des qualités de la Déléguée Générale de la Palestine en France. Elle regrette que les actions telles que celles qui associent l'israélienne Mikhal et le palestinien Mohamed ne soient pas relayées par les médias. Elle rend un vibrant hommage au Collectif National en le remerciant pour avoir fait avancer la cause de la justice auprès de l'opinion française. Elle s'insurge contre les tenants de la grille de lecture confessionnelle (guerre des civilisations) et s'inquiète de les voir à l'œuvre en France, notamment à l'occasion de la révolte des banlieues. Ici et là-bas, on voudrait renvoyer chacun dans sa tribu. On érige des Murs, visibles ou invisibles, pour empêcher des rencontres telles que celle de Mikhal et Mohamed. Elle dit son espoir que la France reste une république démocratique et laïque parce que c'est la forme que revêtira le futur état palestinien. En fait, le combat pour une coexistence pacifique qui se déroule au Proche-Orient est un combat universel. C'est un combat pour que les peuples du Nord et du Sud se reconnaissent enfin et se retrouvent dans un monde débarrassé de l'injustice.

L'image forte de ce meeting, c'est celle de Leïla Shahid, levant les bras de Mikhal et Mohamed sous un tonnerre d'applaudissements. C'est l'image du monde que nous, militants de la justice et de la paix, militants de la paix dans la justice, pour lequel nous luttons et qui fonde notre espérance.

ACTUALITÉ

Avertissement

L'AFPS 59.62 a pour vocation la diffusion d'informations relatives aux événements du Proche Orient.

Les auteurs du site travaillent à la plus grande objectivité et au respect des opinions de chacun, soucieux de corriger les erreurs qui leur seraient signalées.

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur et/ou de leur traducteur. En aucun cas l'AFPS 59.62 ne saurait être tenue responsable des propos tenus dans les analyses, témoignages et messages postés par des tierces personnes.

D'autre part, beaucoup d'informations émanant de sources externes, ou faisant lien vers des sites dont elle n'a pas la gestion, l'AFPS 59.62 n'assume aucunement la responsabilité quant à l'information contenue dans ces sites.

Le mur et le charcutage de la Cisjordanie.

Appel de la municipalité de Beit Sahour

publié le mardi 22 novembre 2005 par www.france-palestine.org/article2713.html

Beit sahour est une ville jumelée avec Aulnoye-Aymeries (Nord)

Traduction : JC Perron (CCIPPP)

**"Lisez toutes les instructions et respectez-les.
Bonne journée".**

C'est la première directive qui vous saute aux yeux sur le panneau de bienvenue du nouveau "poste frontière de Bethléem".

Le 18 novembre 2005

Chers amis,

Les autorités israéliennes ont officiellement ouvert un nouveau check point au niveau du tombeau de Rachel qui est le principal point de passage pour entrer et sortir du District de Bethlehem.

En réalité, les autorités sont en train d'instaurer un nouveau fait accompli : un poste frontière international - un obstacle draconien pour les allées et venues de tous les visiteurs internationaux.

Comme l'économie de Bethlehem repose sur le tourisme, cette nouvelle installation va progressivement tuer la ville, dans la mesure où notre principale source de revenu se tarira. En conséquence, cette situation encouragera l'émigration volontaire et Bethlehem se videra de ses habitants.

Nous écrivons ces lignes au nom des habitants de Bethlehem, dans l'espoir que vous vous rendiez compte de la gravité de cette situation pour notre ville.

Merci pour votre soutien,

Hani Al-Hayek, Maire de Beit-Sahour

Cet appel de la Municipalité de Beit-Sahour demande à tous ses partenaires, amis et personnes éprises de paix de protester contre le dernier aménagement illégal au poste frontière de Bethlehem.

"Lisez toutes les instructions et respectez-les. Bonne journée"

Le problème est que Bethlehem est implantée profondément à l'intérieur des territoires palestiniens. Selon le droit international, les terres et les gens situés des deux côtés de ce check point sont Palestiniens.

Quiconque veut aller de Bethlehem à Jérusalem-Est (qui est aussi internationalement reconnue comme palestinienne) doit passer par un "portail" aménagé dans la "barrière de

sécurité", mur en béton de 8 mètres de haut, puis par un bâtiment de contrôle des passeports comprenant plusieurs portiques et tunnels de détection, puis est finalement autorisé à passer s'il possède un permis d'entrer à Jérusalem.

Cela signifie que les habitants du District de Bethlehem vont maintenant devoir endurer des fouilles humiliantes, souvent des fouilles corporelles sur la terre

de leur propre pays. Il n'est pas besoin de dire qu'il s'agit d'une violation flagrante du droit international qui ne va pas dans le sens de la paix.

De plus, l'économie de la ville de Bethlehem repose sur le tourisme et les pèlerinages ; les visiteurs étrangers devront endurer le même traitement que la population locale à ce nouveau point de passage, nous sommes certains que cela aura un nouvel

impact dévastateur sur l'économie de notre ville. C'est tout simplement un échelon supplémentaire dans le plan d'étranglement de la ville de Bethlehem et d'effondrement de son économie.

Il n'a fallu que quelques mois aux militaires israéliens pour mettre en place cette nouvelle

atteinte à nos droits, mettant une fois de plus en évidence la violence implacable qu'ils déploient pour réglementer la vie des Palestiniens. Tant qu'ils prendront de telles mesures arbitraires à notre égard, nous avons peu d'espoir de voir se construire un État palestinien dans la paix et la justice.

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos partenaires de dénoncer, auprès de leurs ambassades et de leurs gouvernements, les mesures unilatérales prises par Israël concernant notre ville.

Nous avons besoin de votre soutien pour arrêter cette nouvelle injustice.

« **Le Monde** » du 26 novembre 2005

L'UE estime qu'Israël veut "achever l'annexion" de Jérusalem

La politique que mène Israël à Jérusalem-Est met en péril tout règlement négocié du futur statut de la ville, l'un des sujets les plus épineux du conflit israélo-palestinien. Telle est la conclusion d'un rapport incisif que les diplomates européens en poste à Jérusalem et à Ramallah ont récemment remis aux ministres des affaires étrangères européens. Ce document n'a pas encore été rendu public, pour des raisons diplomatiques. Les Européens viennent d'obtenir, à la suite de négociations avec Israël, une présence au poste frontière de Rafah, entre l'Égypte et le sud de la bande de Gaza, qui doit ouvrir officiellement vendredi 25 novembre. Les constats et recommandations des diplomates pourraient être présentés dans quelques semaines.

L'ensemble des politiques mises en oeuvre par les autorités israéliennes dans les quartiers et les faubourgs arabes de la ville, annexés lors de la conquête de 1967, a été, dans ce rapport, passé en revue. Les diplomates condamnent en premier lieu la poursuite de la colonisation ainsi que la construction de routes destinées à assurer une continuité entre les quartiers de colonisation existants. Cette stratégie, qui entend "achever l'annexion de Jérusalem", est contraire "aux obligations d'Israël selon les lois internationales et la "feuille de route" - plan de paix reconnu par la communauté internationale et par Israël -".

Selon les diplomates, cette politique est renforcée par la construction de la "barrière de sécurité" qu'Israël érige, depuis 2002, en territoire palestinien. "La barrière n'est pas seulement motivée par des considérations sécuritaires", assènent les diplomates, qui

doutent de son caractère "temporaire" et qui rappellent qu'elle sépare "des Palestiniens d'autres Palestiniens, au lieu - d'isoler- les Palestiniens des Israéliens". Son tracé coupe "les 230 000 résidents de Jérusalem-Est de la Cisjordanie". Or, soulignent-ils, "la viabilité d'un État palestinien dépend en grande partie de la préservation des liens entre Jérusalem-Est, Ramallah et Bethléem - en Cisjordanie -".

DÉMOLITIONS D'HABITATIONS

Détaillant les règles d'urbanisme et le statut administratif des Palestiniens de Jérusalem-Est, les Européens en concluent que l'objectif israélien est bien de "réduire la population palestinienne à Jérusalem-Est". Ainsi, ils déplorent les nombreuses démolitions d'habitations palestiniennes jugées "illégalles", rappelant que, face à la difficulté d'obtenir des permis de construire (moins d'une centaine par an), les Palestiniens sont contraints de bâtir dans l'illégalité.

Face à cette stratégie globale, "la perspective de deux États, avec Jérusalem comme capitale de l'État palestinien, s'éloigne". Les diplomates suggèrent aux gouvernements européens de réaffirmer clairement que "Jérusalem demeure un objet de négociations". Ils proposent par ailleurs d'organiser à nouveau des rencontres avec leurs interlocuteurs palestiniens à Jérusalem-Est et d'y redonner vie aux institutions palestiniennes, ce que prévoit la "feuille de route".

Selon la presse israélienne, de telles initiatives entraîneraient le boycottage des représentants européens par le gouvernement israélien.

Stéphanie Le Bars

La frontière de l'État de Ramallah

« Haaretz » le 23 novembre 2005

Amira Hass

Contrairement au grand fracas de l'élection d'Amir Peretz ou du départ d'Ariel Sharon du Likoud,

la fixation de la frontière sud de l'État de Ramallah passe complètement sous silence.

Tout comme le désengagement de Gaza, il s'agit ici encore d'une démarche unilatérale israélienne, sauf qu'ici, elle l'est totalement : il n'y a pas de négociations et pas d'implication de la Banque Mondiale ni de l'émissaire du Quartet dans la fixation des règles du transit.

La gradation dans le processus unilatéral d'instauration de l'État de Ramallah rend chaque étape imperceptible, insignifiante en fait. Quoi de plus insignifiant que quelques Palestiniens qui gagnent leur vie en traînant des colis sur des charrettes à bras au barrage de Qalandiya ? Soldats et officiers de l'administration civile leur ont fait savoir, ces deux dernières semaines, que dorénavant il leur serait interdit de transporter des caisses de fruits et de légumes pour ceux qui passent le barrage en direction du sud. « Allez à Bitounia » (à l'ouest de Ramallah), leur dit-on.

Pour le porte-parole de l'armée de défense d'Israël et pour l'administration civile, il y a une explication : « D'après une ordonnance (de 1988) portant sur le passage des marchandises, signée par le Commandement central et par le chef de l'administration civile (et qui a connu une mise à jour en août 2005), toute sortie de marchandises en quantité commerciale depuis la zone vers Israël et toute entrée de marchandises dans la zone depuis Israël ne se feront que via les points de passage de marchandises suivants (et par la méthode « de l'arrière vers l'arrière » *[on décharge un véhicule par l'arrière pour charger, par l'arrière, un véhicule placé de l'autre côté du barrage - NdT]*) : passage de Gilboa, porte d'Ephraïm, passage de Bitounia et passage de Tarqoumiya ». Les passages de Gilboa et de Tarqoumiya ainsi que la porte d'Ephraïm sont plus ou moins sur la Ligne Verte. Bitounia se situe profondément à l'intérieur du territoire de la Cisjordanie.

Les propriétaires de ces charrettes ne sont pas des importateurs en gros. Ils tirent leur gagne-pain des colis traînés par les piétons à Qalandiya. Les charrettes sont un misérable substitut aux taxis et aux voitures particulières qui faisaient autrefois le trajet direct de Ramallah aux villes et villages de la région et en Cisjordanie. Les habitants des villages proches ont l'habitude d'acheter au marché de Ramallah les biens de consommation qu'ils ne trouvent pas

au village. Un ou deux kilos ne suffisent pas pour les grandes familles, d'où la nécessité de caisses. Mais pour l'armée de défense d'Israël et l'administration civile, il s'agit de « marchandises » et de « quantités commerciales » auxquelles s'appliquent les règles en matière de taxes et de contrôle aux « points de passage internationaux » entre un État et un autre. Israël et Ramallah. La frontière pour ceux qui vont à pied est à Qalandiya. Pour les marchandises, la frontière est à Bitounia.

Au niveau des apparences, il s'agit « seulement » d'un cas parmi beaucoup d'autres de Palestiniens qui, à cause d'une ordonnance militaire israélienne, perdent une source de revenus, si misérable soit-elle. Mais il s'agit de bien plus que cela, en réalité. C'est une déclaration de victoire de la politique d'Israël menée par Ariel Sharon, destinée à découper la Cisjordanie en plusieurs cellules territoriales palestiniennes disjointes. La ligne de frontière sud de la cellule territoriale de Ramallah se compose de la route 443 (la route de Modi'in à Givat Ze'ev, dont l'accès depuis les villages palestiniens est bloqué par des blocs de béton et des portes métalliques), de clôtures de fil de fer barbelé et de deux points de passage « internationaux » : Bitounia et Qalandiya. Le reste de la frontière de Ramallah - à l'est, au nord et à l'ouest - est délimité de manière semblable.

En mars 2001, l'armée de défense d'Israël a commencé à poster des soldats au sud du camp de réfugiés de Qalandiya en plus du barrage permanent de A-Ram, au sud, qui sépare la Cisjordanie du territoire palestinien annexé à Jérusalem en 1967.

Progressivement, le nombre de soldats a augmenté à Qalandiya, les heures d'attente se sont allongées, la presse a augmenté. En mai 2002, l'armée de défense d'Israël s'est lancée, sur place, dans des travaux de terrassement annonciateurs de projets à long terme. Graduellement, le passage a été interdit aux voitures portant des plaques d'immatriculation palestiniennes et parfois même le passage a été interdit aux habitants de certaines régions de Cisjordanie ou appartenant à un groupe d'âge déterminé. Le tracé de la clôture de séparation -

qui est ici un mur - coupe dans cette zone le nord de la Cisjordanie de sa partie sud.

Jusqu'à nouvel ordre, les habitants de Cisjordanie sont autorisés à passer, à pied, par ce barrage. Au sud du barrage, ils montent dans des taxis pour se rendre à leurs maisons, si proches et si lointaines, par des routes secondaires sinueuses. Seuls les Palestiniens habitant Jérusalem sont autorisés à passer par ce barrage aussi bien à pied qu'à bord d'un véhicule (au prix d'une longue attente). Les blocs de béton qui avaient été placés là au début ont progressivement laissé la place à une monstruosité dont la construction s'achève ces jours-ci : une suite continue de tours de guet en béton renforcé qui ont la prétention d'être un « terminal » international : une construction couverte, une clôture de fil de fer barbelé partant de Qalandiya vers l'est et de hauts murs de béton d'ouest en est et de nord au sud, séparant les membres d'une même famille, séparant ceux qui, jusqu'il y a peu, étaient des voisins qui

faisaient un saut les uns chez les autres, pour aller chercher du sucre ou jouer au backgammon. Le tout en profondeur à l'intérieur du territoire de la Cisjordanie.

A la différence du désengagement unilatéral de Gaza, les colonies ne sont pas évacuées du territoire de l'État de Ramallah. Le désengagement de Gaza respecte la Ligne Verte. Mais l'établissement des barrages de Qalandiya et de Bitounia comme points de passage « internationaux » au cœur de la Cisjordanie occupée est lié à l'annexion à Israël d'une plantureuse bande de terre allant de Modi'in à Geva-Adam et Psagot. C'est dire le mépris à l'égard de toute décision internationale portant sur une résolution du conflit. Mais l'Europe et l'Amérique, qui ont ratifié ces décisions, se comportent comme si c'était du vent.

Amira Hass - Haaretz, 23 novembre 2005

Traduction de l'hébreu : Michel Ghys

Des musiciennes vont à Naplouse

Voici un projet fort intéressant porté par de jeunes musiciennes, qui se terminera par un Concert à Lille avec la participation des musiciens de Naplouse et de Nazareth le 21 juin 2006 à 12h45 à l'Opéra de Lille.

Elles viennent nous solliciter. Avec qui pourrions-nous les mettre en contact ?

Chers amis, amis d'amis,

Du 2 janvier au 8 mai 2006, je quitte la France, je m'en vais avec une contrebasse, en Cisjordanie à Naplouse. Quatre mois. Je reviens. Mais elle, la contrebasse, pas. Je le souhaite très fort.

Avec trois amies musiciennes, comédienne et vidéaste, nous allons donner des ateliers de pratiques artistiques, interprétation, invention, transcription, captation, jouer ailleurs, écouter

Pour en savoir plus sur ce projet, vous pouvez consulter en ligne son dossier artistique

www.stoc.be/FA/naplouse-nazareth.doc

Ce projet est soutenu par l'AFAA (prise en charge, transport, hébergement), le CFMI de l'université de Lille 3 (une bourse de mobilité), L'ensemble Ictus, Music Fund, l'Opéra de Lille (porteur du projet), Astronot (association de l'une des membres de l'équipe avec laquelle nous avons fait un défi jeune, subvention du ministère de la jeunesse et des sports) Toutefois, il nous manque des moyens. Nos moyens sont insuffisants pour le moment pour que je sois accompagnée d'une contrebasse et que je puisse l'offrir là-bas.

C'est pour cela que je vous sollicite
il y a don et don

il y a porte-monnaie et portefeuille
il y aujourd'hui et demain
il y a cœur... et cœur qui vibre

J'ai besoin de 1000 à 2500 euros (selon les dons récoltés, j'achèterai une contrebasse d'occasion ou une neuve, chinoise sans doute, montée par un luthier de Lille).

Le 22 décembre, cette contrebasse peut partir en camion de Lille avec à ses côtés des pianos, flûtes, violons, clarinettes... instruments de musiques qui seront conduits par Lukas Pairen, directeur de l'ensemble de musique contemporaine Ictus et Pol de Winter, réparateur et accordeur de piano, tous 2 membres de Music Fund (www.musicfund.be) - fondation à l'origine d'une collecte d'instruments organisée en Belgique en faveur de musiciens de Palestine.

Le 4 janvier, je la récupère à Naplouse et à partir de la mi-mai, elle vivra sa vie sous les doigts de contrebassistes, futurs contrebassistes, de musiciens de l'école nationale de musique de Naplouse ou d'étudiant en musique de l'université El Najjar

Nous sommes quatre et moi j' compte pour deux avec elle, la future contrebasse palestinienne.

Alors n'hésitez pas : posez moi des questions ou ne me posez pas de question...

Envoyer vos dons (à partir 10 euros) par virement bancaire à l'association ASTRONOT

Code banque 28570 Guichet 71053

n° de compte 00000004713 - 92

Si vous connaissez une contrebasse qui dort, qui veille, dites-le moi parlez-en à son propriétaire, parlez m'en.

Merci.

Sarah Clénet

Présentation du Music Fund (Lukas Pairon)

Ci-contre une maquette du camion que Daimler Chrysler nous prête pour amener bientôt à peu près 300 instruments de musique en Palestine et Israël.

Notre planning de voyage se présente actuellement de la manière suivante :

? 21.12 : chargement du camion, Music Fund / Oxfam, Molenbeek

? 22.12 : chargement de quelques instruments supplémentaires à l'Opéra de Lille, Lille

? 23 décembre, 11h : Place de la Monnaie: fermeture du camion en présence de donateurs, experts luthiers, membres du comité de soutien et presse + 11h30: conférence de presse et drink à l'Hôtel de Ville à Bruxelles

? 26 décembre : départ du camion de Bruxelles (route: Bruxelles - Ancône par la route, Ancône - Patras par bateau Piraeus (Athènes) - Haïfa par bateau)

? 1 janvier 2006, 6h du matin : arrivée du camion dans le port de Haïfa

? 2 -> 9 janvier : distribution des instruments de musique dans les écoles de musique partenaires à Nazareth (Israël), Naplouse, Ramallah, Bethlehem et Gaza (Palestine)

? 9 ou 10.1 : départ vers Bruxelles



Courrier du bureau national de l'UJFP :



Cher(e) ami(e) et membre de l'UJFP

Ainsi que vous le savez, l'UJFP a décidé de se doter d'un outil de débat et de réflexion public qui nous permettra de mieux nous faire connaître et faire résonner nos points de vue au-delà de notre cercle militant. Notre revue trimestrielle, baptisée *De l'autre côté*, co-éditée avec les éditions La Fabrique, sera diffusée par abonnement ainsi qu'en librairies et par ventes militantes.

Aujourd'hui, le retrait israélien de Gaza a aggravé une situation complexe au Proche-Orient. Les dirigeants israéliens prétendent que la solution est proche, mais ce qu'ils veulent imposer, est pseudo État croupion palestinien, non-viable et sans unité. Ils veulent que les Palestiniens abandonnent toutes leurs revendications légitimes.

L'Union juive Française pour la Paix doit pouvoir se donner les moyens d'exprimer une voix juive qui dise non à ce projet. Elle doit expliquer inlassablement que la paix passe par la fin de l'occupation, le démantèlement de toutes les colonies, le retrait de tous les territoires occupés en 1967 (y compris, bien sûr, Jérusalem-est) et une véritable égalité entre les deux peuples.

L'UJFP a une responsabilité particulière dans cette période. Sa revue est un outil indispensable interne et externe pour analyser, comprendre et donner des pistes allant vers une paix juste. Indispensable aussi pour appuyer l'action de notre association et pour faire entendre ensemble des voix palestiniennes et israéliennes. Il est donc fondamental que les membres de l'UJFP s'abonnent et s'engagent à diffuser partout cette revue. C'est indispensable pour notre combat.

A l'heure actuelle, le niveau de nos financements est insuffisant pour mener à bien un tel projet et il est important que chacun s'investisse afin que notre revue voie le jour.

Je m'abonne à Abonnement(s) simple pour 4 numéros _____ X 45 € = _____ €

Abonnement(s) de soutien pour 4 numéros _____ X 60 € = _____ €

Veuillez libeller votre chèque à l'ordre de : **UJFP Revue**
et l'envoyer à : **UJFP/ REVUE, 21ter rue Voltaire - 75011 PARIS**

NOM: _____ ADRESSE : _____

CP : _____ VILLE : _____ Tél. : _____ E-mail _____ @ _____

AGENDA

**Dimanche 4 décembre
à 20 heures**

à Villeneuve d'Ascq

Salle Marianne
place de la République,
quartier d'Annappes

Conférence : **Terre Sainte :**
terre de feu et de passion

L'audace d'un engagement :
témoignage d'un chrétien arabe
avec le Père Aktham Hijazin,
(prêtre de nationalité jordanienne,
ancien curé de Zababdeh et depuis
quelques mois enseignant au
séminaire de Bet Jalla) à propos de
la situation de la minorité chrétienne



Organisé par le Comité de jumelage de Cana Plus d'infos : 03 20 615 602

Lundi 5 décembre à 20h30 à Lille : ISEN 41 Boulevard Vauban

À l'invitation de la délégation catholique pour la coopération, dans le cadre de la semaine du volontariat

Soirée sur la Palestine : Envoyés en Palestine, quels rôles à jouer ?

avec la participation de membres lillois des missions civiles,

du Père Aktham Hijazin, prêtre de nationalité jordanienne, ancien curé de Zababdeh et depuis
quelques mois enseignant au séminaire de Bet Jalla,
de Catherine R. de retour de Palestine après deux ans passés comme volontaire.

Infos auprès de Caroline Rouvillain : 03 20 05 07 08

Le groupe AFPS de Douai organise une **soirée Palestine le 17 décembre 2005**

dans la **halle aux draps de l'Hôtel de Ville de Douai**

-expo photo de Genev-iève Caré sur la cueillette des olives en Palestine le samedi 17 à
partir de 15h et le dimanche 18 de 15h à 18 h

-spectacle du Conteur Jihad Darwich le samedi 17 à 18h30

- animation: stands, thé et pâtisserie

« INFO-PALESTINE »

Un café citoyen est ouvert à **Lille, 7 place du vieux marché aux chevaux** (métro République).

Ce café accueille des associations au 1^{er} étage. Nous organisons un rendez-vous les derniers vendredis de
chaque mois à 19h, ouvert à tous, adhérents et non adhérents, intitulé « Info Palestine »

Le principe du café citoyen : espace de rencontre où chacun paie sa consommation et vient simplement discuter le coup.

Venez vous informer et débattre

Le prochain rendez-vous : vendredi 30 décembre 2005 de 19 h à 21h

La 2^e "INFO PALESTINE" était vendredi 25 novembre au Café Citoyen : une
quinzaine de personnes y ont participé, dont 6 membres de l'AFPS.

Rudolf nous a parlé des prisonniers palestiniens en Israël et la discussion était
très intéressante. Des contacts ont été pris avec des personnes d'horizons
différents dont des jeunes de l'IEP, membres d'Amnesty International et
partantes pour faire quelque chose en mars avec nous dans le cadre du festival.

Théâtre en Belgique par le « Théâtre public »

Vendredi 2 décembre :

Bruxelles : 20 heures Salle De Kriekelaar (rue Gallait, 86 à 1030 Bruxelles) - 02/ 245 75 22

Jeudi 15 décembre :

Braine-le-Comte: 10h45 et 14h Centre culturel de BLC (Salle Baudouin IV, rue Rey Aîné 16) - 067/ 55 69 10

Mardi 27 décembre :

Bruxelles : 19h30 Orangerie du Botanique (Noël au Théâtre) - 02/ 218 79 35 + 15, 17 et 21 février 2006

T
e
r
r
e
s

p
r
o
m
i
s
e
s

Durée du spectacle 2h (avec animation)
Public en scolaire 180 élèves maximum

CONTACTS

Philippe Dumoulin
+32 (0)67/ 44 41 75 (tél/fax)
+32 (0)495/ 48 94 92 (gsm)
theatre.du.public@skynet.be
www.theatredupublic.be

Diffusion

Anne Beaujeant
+ 32 (0)478/ 39 40 60 - anne.beaujeant@skynet.be

Avec le soutien du Centre culturel régional du Centre, des Tournées Art et Vie, de la Direction générale des Affaires culturelles de la Province de Hainaut, de la Fabrique de Théâtre, de la Banque Triodos et d'Oxfam solidarité

HISTOIRE

1948 : création de l'état d'Israël. Comme presque toute la population palestinienne de Haïfa, Saïd et Safia sont forcés militairement par les sionistes et les Anglais de quitter la ville. Dans la panique, ils laissent derrière eux leur fils Khaldoun âgé de quelques mois. Vingt ans plus tard, au lendemain de la guerre de 1967, Saïd et Safia reviennent à Haïfa. Ils découvrent alors que leur ancienne maison est occupée par une juive d'origine polonaise. Et que Khaldoun, leur fils, qu'elle a adopté, s'appelle maintenant Dov, et sert dans l'armée israélienne...

Cette quête du fils perdu et les réminiscences des souffrances du passé qu'elle provoque, amène Saïd à une évidence : le vol de la terre de Palestine devra être reconnu. Une reconquête est-elle possible sans que résonne la voix des armes ?

PROPOS

Ce drame familial est emblématique du conflit israélo-palestinien et va même au-delà en posant le caractère universel d'un dilemme : un enfant pour deux mères, une terre pour deux peuples. Qui a un droit de propriété sur une terre ? Qui en décide ? Au regard de quoi ? Histoire d'hier ou d'aujourd'hui ?

Une création du Théâtre du Public



Une adaptation de Hamadi



Qu'advient-il des personnes chassées de leur terre ? L'homme se définit-il par la cause à laquelle il adhère ? La défense armée est-elle le corollaire inéluctable de tout conflit ? La paix est-elle au bout du fusil ?

NOS VENTES

Pour toute commande, contacter Christine POULAIN au 03 20 22 90 97

Badges



Le prix du badge est de 0.25 € par unité

Huile d'olive en provenance de la région de Naplouse

Vierge 75 cl : 9 €



Savons



Le centre [Darna](#) de Naplouse nous informe de l'arrivée d'un chargement de savon en provenance de cette ville palestinienne, l'une de celles qui souffre le plus durement de l'occupation israélienne, et dont la vie économique est littéralement étranglée depuis des années du fait du blocus impitoyable qui lui est imposé.

Les savonneries de Naplouse, parmi les plus anciennes au monde avec celles de la ville d'Alep en Syrie, sont aujourd'hui, du fait de l'occupation, en inactivité forcée ou détruites.

Le soutien à cette économie, en premier lieu à ses producteurs, ouvriers, artisans ou paysans, est l'une des principales contributions que l'on peut aujourd'hui apporter, depuis l'étranger, à la résistance du peuple palestinien. Permettre aux Palestiniens de vivre de leur travail dans leur pays, c'est déjouer l'objectif de l'occupation qui consiste à pousser les Palestiniens à s'expatrier, ou à ne plus survivre que par l'assistanat..

C'est pourquoi nous avons décidé de lancer une opération d'importation de savon, sous la marque "**Darna**", la maison des associations de Naplouse, dont la coordination est actuellement assurée, sur place, par un militant venu de France, Youssef Haji. Nous espérons que cette opération de solidarité active avec le peuple palestinien sera couronnée de succès, grâce à vous. Il est entendu que tout le bénéfice que nous pourrions en retirer sera intégralement reversé à Darna, à Naplouse.

Ces savons produits exclusivement avec de l'huile d'olive palestinienne (de manière à soutenir également, autant que faire se peut, les agriculteurs locaux), seront en France au tout début du mois de décembre.

Naturels, grâce à leur très haute teneur (72%) en huile d'olive, ils sont respectueux des peaux les plus sensibles, et peuvent être employés pour laver les cheveux et même les textiles. Ils se présentent sous la forme de "pavés" couleur ambre de 115g, sur lesquels sera imprimé en relief le mot Palestine (en Français) et Naplouse (en Arabe).

Ils sont emballés individuellement dans de jolies boîtes en carton, avec des motifs et diverses inscriptions en français et en arabe, indiquant composition exacte et provenance (voir photo)

Ils constituent de jolis cadeaux à offrir lors des prochaines fêtes et à toute autre occasion.

Danièle Touati, Présidente de l'association Les Amis de Darna

* "DARNA", est une maison des associations fondée par Youssef Haji à Naplouse, en mai 2005. Elle met à la disposition des jeunes et de toutes les associations palestiniennes des locaux près de l'Université Al-Najjah, favorisant les rencontres, l'entraide sociale et économique, l'accès à internet et à des formations.

En France, l'association "Les Amis de Darna" (loi 1901) s'est créée pour contribuer au développement des activités de Darna (bibliothèque, photocopieuse, ordinateurs, exportation de produits palestiniens ...), qui sont clairement une forme de résistance à l'occupation.

Pour plus de précisions, n'hésitez pas à nous contacter: tel : 06 32 66 18 62 - courriel : amis.darna@wanadoo.fr